

Le renouveau dans la pensée économique Dix ans après «Populorum Progressio» (*)

René BEECKMANS s.j.

- (*) N.d.l.Réd. - En hommage au R.P. René BEECKMANS s.j., décédé à Heverlee, le 23 février 2009, nous reprenons, avec grand intérêt, cette étude qu'il a publiée dans *Congo-Afrique* (mars) n° 113, pp. 137-141.

Le Dialogue Nord-Sud de Paris, qui était arrivé au point mort en décembre dernier, pourra bientôt être relancé, vraisemblablement le mois prochain. Cette reprise coïncide avec un anniversaire qui la concerne de très près: il y a dix ans, le dimanche de Pâques du 26 mars 1967, que Paul VI a publié sa lettre encyclique *Populorum Progressio* sur «Le Développement des Peuples».

Cette encyclique était un plaidoyer, précoce et prophétique, pour le renouvellement de l'ordre économique international qui fait précisément l'objet du Dialogue Nord-Sud entre pays industrialisés et pays sous-équipés. Le Pape s'efforçait de faire comprendre, non seulement aux chrétiens et autres croyants, mais également «à tous les hommes de bonne volonté» que l'humanité courait à sa perte si elle n'entreprenait pas d'urgence une réforme généreuse et radicale de l'économie mondiale et, en particulier, du commerce international. Il fallait, disait-il, remettre l'économie au service de l'homme — «de tout homme et de tout l'homme» — et réorganiser le commerce international sur des bases d'humanité et de moralité.

Le procès intenté par le Pape au libéralisme économique n'était pas chose entièrement nouvelle dans la doctrine sociale de l'Eglise. Quant aux considérations sur le «développement intégral» de l'homme et le «développement solidaire de l'humanité», on y avait été préparé depuis quelques années par le Père Lebreton, fondateur du mouvement «Economie et Humanisme», qui a d'ailleurs été le rédacteur du premier projet de texte de l'encyclique, peu avant sa mort en 1966. Ce qui était nouveau et

Jésuites. Docteur en droit, licencié en sciences commerciales.

difficilement acceptable pour la plupart des économistes classiques, c'était l'appel à soumettre la structure et le fonctionnement des échanges internationaux à des règles d'humanité et de moralité.

Aussi, l'encyclique *Populorum Progressio* ne fut-elle pas, à l'époque, suffisamment prise au sérieux ni appréciée à sa juste valeur par les économistes, surtout en ce qui concerne la deuxième partie, consacrée à l'aide internationale et au rétablissement de l'équité dans les relations commerciales entre pays industrialisés et pays sous-équipés. Beaucoup pensaient, en 1967, que le diagnostic de Paul VI était exagérément sévère et que les réformes proposées étaient utopiques, c'est-à-dire irréalisables parce que relevant d'une conception trop idéalisée de l'ordre économique et politique international.

Mais voici que, dix ans plus tard, les faits donnent de plus en plus raison à l'auteur de *Populorum Progressio*.

Le dernier rapport de la Banque Mondiale, présenté à son Assemblée générale à Manille en octobre 1976, établit qu'en dix ans, dans les pays industrialisés le revenu par habitant a augmenté en moyenne de 900 dollars, contre 3 dollars dans les pays sous-équipés. Depuis la publication de *Populorum Progressio*, le revenu des peuples riches a augmenté 300 fois plus que celui des peuples pauvres ! En outre, le nombre d'êtres humains vivant en état de ce que la Banque Mondiale qualifie de «pauvreté absolue» est en augmentation constante et atteint, fin 1976, à peu près le milliard ! Ces faits suffisent à démontrer l'incapacité du système économique mondial à réduire les inégalités matérielles excessives entre les peuples et à répartir équitablement entre les hommes les bienfaits de la mise en valeur commerciale et industrielle des ressources de notre planète.

«Aujourd'hui, le fait majeur dont chacun doit prendre conscience est que la question sociale est devenue mondiale... Les peuples de la faim interpellent aujourd'hui de façon dramatique les peuples de l'opulence». Ce passage extrait du n° 3 de l'encyclique ne risque plus, en 1977, d'être qualifié d'exagéré. Le «fait majeur» dont parle Paul VI est de nos jours au centre des préoccupations des principales rencontres internationales, et son caractère «dramatique» est bien illustré par la manière dont on a ressenti l'échec — qu'on espère provisoire — auquel a abouti le Dialogue Nord-Sud... Echec d'autant plus dramatique qu'il survenait quelques mois après un autre échec assez retentissant, celui de la V^{ème} CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement) en mai 1976 à Nairobi.

Aussi, peu de gens mettent actuellement encore en doute, dans les pays du Tiers-Monde principalement, cette phrase-clé de l'encyclique: «Le développement est le nouveau nom de la paix».

Illustrons ceci par deux témoignages récents de Chefs d'Etat africains. A Kinshasa, le 1^{er} décembre 1976, à l'ouverture de la réunion préparatoire à la 11^{ème} session ministérielle extraordinaire de l'OUA, le Commissaire d'Etat zaïrois aux Affaires étrangères a cité comme très actuelle cette phrase prononcée par le Président Mobutu à l'Assemblée générale des Nations Unies le 4 octobre 1973 :

«Nous devons toujours avoir présent à l'esprit que le monde se trouve à la croisée des chemins. Il n'est plus divisé par les idéologies, même pas tellement par les races, ni par la géographie politique, mais par des moyens économiques».

De même, le Président Houphouët-Boigny, à Abidjan, le 29 novembre 1976, à l'ouverture de la troisième Assemblée générale du «club de Dakar» :

«Nous approchons à une allure grandissante du moment où la solution des problèmes de l'humanité ne pourra être trouvée que dans une situation d'hostilité déclarée qui peut rapidement devenir irréversible».

Ajoutons, pour conclure ces témoignages, cette déclaration de M. Cyrus Vance, le nouveau chef de la diplomatie américaine, le 11 janvier dernier :

«Au cours des cinq ou dix prochaines années, nous pourrions bien découvrir que les problèmes qui ont dominé jusqu'à présent la scène mondiale ont été remplacés par des questions entièrement différentes qui se poseront en termes globaux : développement du Tiers-Monde, énergie, alimentation, environnement nucléaire... »

Par ailleurs, l'introduction de considérations philosophiques et morales dans l'approche des réalités économiques est aujourd'hui reconnue comme valable par un nombre croissant d'économistes et de responsables de la politique économique. Tout récemment, le 19 janvier de cette année, devant la Chambre de Commerce belgo-luxembourgeoise de Paris, le professeur Marc Eyskens ⁽¹⁾ a expliqué que les problèmes économiques sont devenus des problèmes de société et d'hommes :

(1) Professeur à l'Université de Louvain, actuellement Secrétaire d'Etat à l'économie régionale flamande.

«Il n'y a plus à résoudre des problèmes économiques, mais seulement des problèmes de société d'une énorme complexité et teintés d'importants aspects économiques, sans oublier les colorations sociales, psychologiques, écologiques, techniques, morales, organisationnelles et, bien entendu, politiques... Aussi, est-ce dans une reconversion psychologique et dans le rétablissement des valeurs philosophiques et morales qu'il faut trouver des remèdes méta-économiques aux maux de notre société, puisqu'ils échappent de plus en plus aux instruments éprouvés de la politique économique».

Pour M. Eyskens, la possibilité de progrès de la société réside dans «une option, une disposition résolue de l'esprit, de l'âme et de la volonté pour améliorer les choses». Par conséquent, «dans les prochaines décennies, c'est surtout à la matière grise qu'il faudra faire appel : créativité, inventivité, esprit d'innovation, dynamisme, engagement et idéalisme sont autant de vertus fondamentales sur lesquelles nous devons bâtir notre avenir».

C'est ce langage que tenait, aussi, mais il y a dix ans déjà, l'auteur de *Populorum Progressio* en invitant les penseurs, les économistes, les dirigeants politiques et tous les hommes de bonne volonté à puiser des idées et des forces pour la transformation de l'ordre économique international aux sources évangéliques de l'esprit de détachement, de générosité et d'amour fraternel.

Le message de *Populorum Progressio* n'est donc plus celui d'un prophète qui prêche dans le désert, mais d'un homme qui parle aux hommes de son temps et cherche avec eux des solutions aux problèmes du progrès présent et futur de l'ensemble des hommes et des peuples.

Les économistes eux-mêmes sont aujourd'hui plus disposés à reconnaître, avec Paul VI, que «le monde est en malaise faute de pensée», que «le développement ne se réduit pas à la simple croissance économique» et que, «pour être authentique, il doit être intégral, c'est-à-dire promouvoir tout homme et tout l'homme»; que «le développement intégral de l'homme ne peut aller sans le développement solidaire de l'humanité» et que «la justice sociale exige que le commerce international, pour être humain et moral, rétablisse entre partenaires au moins une certaine égalité de chances».

Quant aux réformes proposées en 1967 par Paul VI pour le renouvellement de l'ordre temporel, elles ont été déjà étudiées à l'occasion des sessions successives de la CNUCED, des sessions spéciales de l'Assemblée générale de l'ONU sur les matières premières et le «nouvel ordre économique international», etc... Il n'est plus question aujourd'hui de les taxer d'utopie. Tout au plus se demande-t-on si ces réformes absolument nécessaires seront acceptées avant qu'il ne soit trop tard par les dirigeants des pays industrialisés.

Remarquons qu'elles ressemblent fort bien à celles que proposent les pays sous-équipés — le Groupe dit des «77» — à toutes les rencontres internationales :

- 1) Que l'aide économique, financière et technologique soit considérablement augmentée en fonction de leurs besoins réels et de la possibilité que les grands pays devraient se créer de réduire leurs folles dépenses d'armement: en 1975, le monde a dépensé 300 milliards de dollars en armements, et seulement 35 milliards de dollars en aide au développement, soit à peu près le prix de deux avions bombardiers B-1...
- 2) Qu'il soit attaché plus d'importance encore au rétablissement de la justice dans les échanges commerciaux qu'à l'augmentation de l'aide financière. Car, l'aide financière actuelle ne compense que très partiellement le déficit causé par la détérioration des termes de l'échange au détriment des producteurs de matières premières. Pour mettre fin à ce mécanisme qui n'arrête pas d'appauvrir les pauvres et d'enrichir les riches, il faut que ces derniers acceptent d'amender profondément le système actuel de fixation des prix des produits de base.
- 3) Que les pays riches acceptent d'alléger le fardeau de l'endettement qui accable les pays sous-équipés. Ce problème, mentionné au n° 54 de *Populorum Progressio*, a pris en dix ans des proportions telles qu'il en est devenu — avec celui des matières premières — la principale cause de l'interruption du Dialogue Nord-Sud, à Paris comme auparavant à Nairobi.

Pour réaliser les grandes transformations requises de l'ordre économique international, les obstacles et les objections à vaincre ne sont plus de nature économique. Car, les arguments économiques qu'on pouvait invoquer en faveur de l'ordre ancien ont déjà été réfutés par des économistes de renom. Et les moyens matériels et financiers à mettre en œuvre ne manquent pas, ils sont connus, inventoriés, répertoriés, mis sur ordinateur par des instituts de recherche qui se multiplient et se perfectionnent sans cesse. La science économique connaît de mieux en mieux son objet, et c'est pourquoi M. Eyskens peut affirmer un peu paradoxalement qu'il n'y a plus à résoudre des problèmes économiques.

Ce qui reste à résoudre, même pour le progrès économique de l'humanité, ce sont des problèmes de société, des problèmes d'hommes. Face à ces problèmes, la science économique se révèle peu apte à connaître son sujet, qui est l'homme: l'homme agent de l'activité économique, l'homme producteur et consommateur, l'homme qui, dans la production et l'acquisition de richesses, se laisse dominer par la tentation d'en vouloir toujours plus, quitte à se transformer en un être dénaturé, cupide, égoïste, orgueilleux, exploiteur, impérialiste, nocif.

Les grands problèmes actuels sont désormais des problèmes de conversion psychologique et de rétablissement des valeurs philosophiques et morales. L'économiste le reconnaît en déclarant qu'aux grands maux de la société hu-

maine, il faut trouver des remèdes méta-économiques. L'originalité principale de *Populorum Progressio* consiste à avoir vu et osé affirmer cela il y a dix ans. Paul VI n'y présente pas l'Eglise comme spécialiste en économie, ce qu'elle ne peut prétendre être, mais comme «experte en humanité» et capable d'apporter à la solution des problèmes de l'homme «une richesse qu'elle possède en propre: une vision globale de l'homme et de l'humanité».

Il y a dix ans, la pensée économique n'était pas prête à prendre en considération le bien-fondé de telles affirmations et à l'intégrer dans ses raisonnements. Aujourd'hui, elle se déclare disposée à le faire, c'est-à-dire disposée à reconnaître que la transformation matérielle du monde en vue d'une meilleure satisfaction des besoins des hommes passe par un effort méta-économique de régénération psychologique, morale et spirituelle de l'homme contemporain.

C'est en cela que réside à notre avis l'essentiel du renouveau de la pensée économique dix ans après la publication de l'encyclique sur «Le Développement des Peuples».

René BEECKMANS s.j.